



## À PROPOS DES NOTES TRIMESTRIELLES DE SWA – FAIRE PARTIE DE LA SOLUTION

Ces notes sont de courts documents qui mettent en lumière des questions d'importance pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans le but de faire avancer les échanges sur des solutions spécifiques aux problèmes et de préciser le rôle de SWA dans les progrès réalisés. Ces notes sont destinées aux partenaires institutionnels de SWA, à l'ensemble du partenariat SWA, au secrétariat de SWA et, plus généralement, au secteur EAH. Dans chacune d'elles, des éléments conceptuels seront illustrés de témoignages venus de différents pays partenaires de SWA.

# METTRE UN PEU D'ORDRE

Associer une meilleure gouvernance à une attractivité renforcée du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène

## Introduction

L'un des trois [objectifs stratégiques](#) de SWA pour la période 2020-2030 est de « **rassembler des parties prenantes pour renforcer les performances des systèmes et attirer de nouveaux investissements** ». L'approche adoptée par SWA pour atteindre cet objectif se compose de plusieurs éléments, notamment des efforts pour renforcer l'**environnement favorable** au secteur, avec un accent clair sur la redevabilité, la transparence, l'intégrité et les performances ; des **plaidoyers** pour une hausse des investissements dans le secteur ; un soutien pour définir des **stratégies** de financement ; l'identification de **nouvelles sources** de financement ; l'**amélioration de l'efficacité des sources existantes** et l'augmentation **des capacités, des connaissances et de l'expertise** au sein du secteur.

Le but visé avec ces éléments est de veiller à ce que le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène bénéficie d'une gouvernance correcte et reçoive l'attention financière nécessaire pour réaliser les objectifs de développement durable pour tous, en tout temps et en tout lieu. La présente note résume la base de données probantes et fournit des exemples de pays qui illustrent le lien décrit ci-dessus entre une bonne gouvernance et un meilleur financement du secteur.

>>>



**La simple disponibilité d'un financement adéquat ne suffit pas et une couverture universelle durable exige plus que des apports de capitaux : un renforcement financier et institutionnel est nécessaire pour garantir que les investissements en capital se traduisent par une prestation de services efficace.**

## **Comprendre les liens entre performance et financement du secteur**

Les avantages sociaux, économiques et politiques offerts par les investissements dans l'eau et l'assainissement ont été largement mis en valeur ces dernières années, aussi bien dans le [Manuel](#) publié en 2020 par Assainissement et eau pour tous à destination des ministres des finances que dans les chiffres maintes fois répétés<sup>1</sup> : chaque dollar investi dans l'eau et l'assainissement génère en retour quatre dollars de hausse productivité ; les pertes de productivité occasionnées par des maladies liées à l'eau et l'assainissement coûtent à de nombreux pays jusqu'à 5 % de leur PIB ; et l'accès universel à une eau de boisson sûre et un assainissement et une hygiène adéquats réduirait le fardeau des maladies à l'échelle mondiale de 10 %.

Malgré ces solides données probantes, le financement de l'eau et de l'investissement est tristement faible au regard des besoins, les fonds disponibles sont mal utilisés (et sont trop orientés vers les services et pas suffisamment vers les systèmes), le secteur est difficile d'accès pour de nouveaux acteurs et il n'attire pas d'autres sources potentielles, comme la finance climatique et les acteurs privés.

Au début de l'ère des ODD<sup>ii</sup>, on estimait que les niveaux actuels de financement pourraient couvrir les dépenses d'investissement nécessaires afin d'atteindre l'accès universel aux services de base pour l'eau de boisson, l'assainissement et l'hygiène d'ici à 2030. Cependant, l'estimation des dépenses d'équipement exigées pour réaliser les ODD en matière d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (avec des services gérés en toute sécurité) était trois fois plus élevée que les niveaux d'investissement actuels. Il ne suffit pas de simplement disposer de financements adéquats. « La couverture universelle durable réclame plus que des flux de capitaux entrants : il faut renforcer les finances et les institutions pour s'assurer que les dépenses d'équipement permettent une fourniture de services efficace. » Les coûts d'exploitation des nouvelles infrastructures construites vont progressivement dépasser les dépenses d'investissement nécessaires pour atteindre les personnes non encore desservies. Les institutions et les réglementations doivent donc être renforcées. Des décisions courageuses et complexes réclament donc des solutions innovantes et la collaboration multipartite. Par exemple, il faut choisir



i Waterpreneurs ; 2018 ; Financements innovants pour étendre les solutions fondées sur le marché pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

ii Hutton et Varughese ; 2016 ; Les coûts pour atteindre les cibles des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 en matière d'eau de boisson, d'assainissement et d'hygiène.

iii WaterAid ; 2015 ; Élément essentiel : pourquoi l'aide internationale reste une source de financement critique pour de nombreux pays.

iv Banque mondiale ; 2015 ; Exploiter les marchés.

v Groupe de la Banque mondiale ; 2016 ; Les flux d'aide au secteur de l'eau – vue d'ensemble et recommandations.

vi Bond ; 2016 ; Ne laisser personne de côté : comment la communauté du développement tient cet engagement.

vii Banque mondiale ; 2015 ; Résumé de recherche – Les gouvernements ne sont pas obligés de faire cavalier seul.

viii Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, article 2 (1) ; Convention relative aux droits de l'enfant, article 4 ; Convention relative aux droits des personnes handicapées, article 4 (2).

entre parvenir à fournir un service de base aux populations non desservies ou proposer de meilleurs services aux personnes qui disposent déjà de services de base. Même lorsque les stratégies sont conçues pour renforcer le financement du secteur, comme avec les réformes tarifaires, elles doivent viser l'équité et la durabilité et trouver un équilibre permettant de garantir des financements supplémentaires afin d'assurer l'extension des services et de l'exploitation tout en permettant aux populations les plus pauvres d'avoir accès aux services.

Les difficultés à trouver la formule adéquate pour financer le secteur sont aggravées par le fait que de nombreux pays disposent à présent de plus d'options qu'auparavant pour le financement de leurs plans nationaux, auprès de sources nationales et internationales, publiques ou privées<sup>iii</sup>. Par exemple, alors qu'il était précédemment perçu comme « opportuniste » et « bouche-trou », le secteur privé national est de plus en plus considéré comme un élément central des solutions<sup>iv</sup>. L'aide publique au développement (APD) a nettement augmenté, mais elle peine toujours à mettre l'accent sur le financement des subventions et le ciblage efficace et sur la réduction du fossé qui existe entre les engagements et les versements<sup>v vi</sup>. L'APD a toujours eu tendance à soutenir des projets plutôt que des programmes ou des activités de renforcement des systèmes. Cependant, outre les risques liés aux marchés, les entreprises doivent surmonter des obstacles politiques et institutionnels (complications bureaucratiques, insécurité des licences et absence de mécanismes efficaces pour la résolution des conflits). Les entreprises qui travaillent dans le secteur souhaiteraient que les gouvernements se concentrent sur la suppression des risques en matière d'accès au secteur. Pour cela, ils pourraient fournir des analyses du marché et le promouvoir auprès des entreprises en mesure de mener des activités de recherche et développement significatives sur les nouvelles technologies et les nouveaux matériels.

Si les gouvernements ne sont plus tenus de « faire cavalier seul » pour financer l'eau, l'assainissement et l'hygiène, leur rôle en matière d'orientation, de coordination et de connaissances reste essentiel et inchangé<sup>vii</sup>. D'après les normes des droits de la personne, auxquelles pratiquement tous les gouvernements adhèrent, les États ont l'obligation de réaliser les droits fondamentaux à l'eau et l'assainissement « tant par [leur] effort propre que par l'assistance et la coopération internationales (...) au maximum de [leur]



ressources disponibles » . Ils peuvent augmenter le volume de financement destiné au secteur en utilisant de façon stratégique leurs fonds publics limités pour attirer des fonds supplémentaires. En outre, des structures financières innovantes peuvent même attirer des financements commerciaux vers des projets qui ciblent des populations pauvres et marginalisées, un segment qui a toujours été mal desservi. Les gouvernements peuvent : exploiter les budgets existants en les intégrant à des réservoirs de financement plus vastes qui attirent des prêteurs commerciaux vers le secteur de l'eau ; créer un environnement favorable et réduire les risques liés aux projets ; s'appuyer sur les financements commerciaux, aussi bien pour des petits prêts à des ménages de la part d'institutions de microfinance que pour de vastes obligations d'infrastructure émises sur les marchés de capitaux.

## Les quatre domaines d'intervention pour associer une bonne gouvernance à de meilleurs financements

Selon le [Manuel](#) de SWA à destination des ministres des finances, ces derniers, et plus généralement les acteurs du financement, doivent chercher à adopter un ensemble de solutions couvrant quatre domaines d'intervention :

- **Maximiser la valeur des financements publics existants** en encourageant les performances du secteur (Indonésie, Pérou), en améliorant le ciblage des subventions

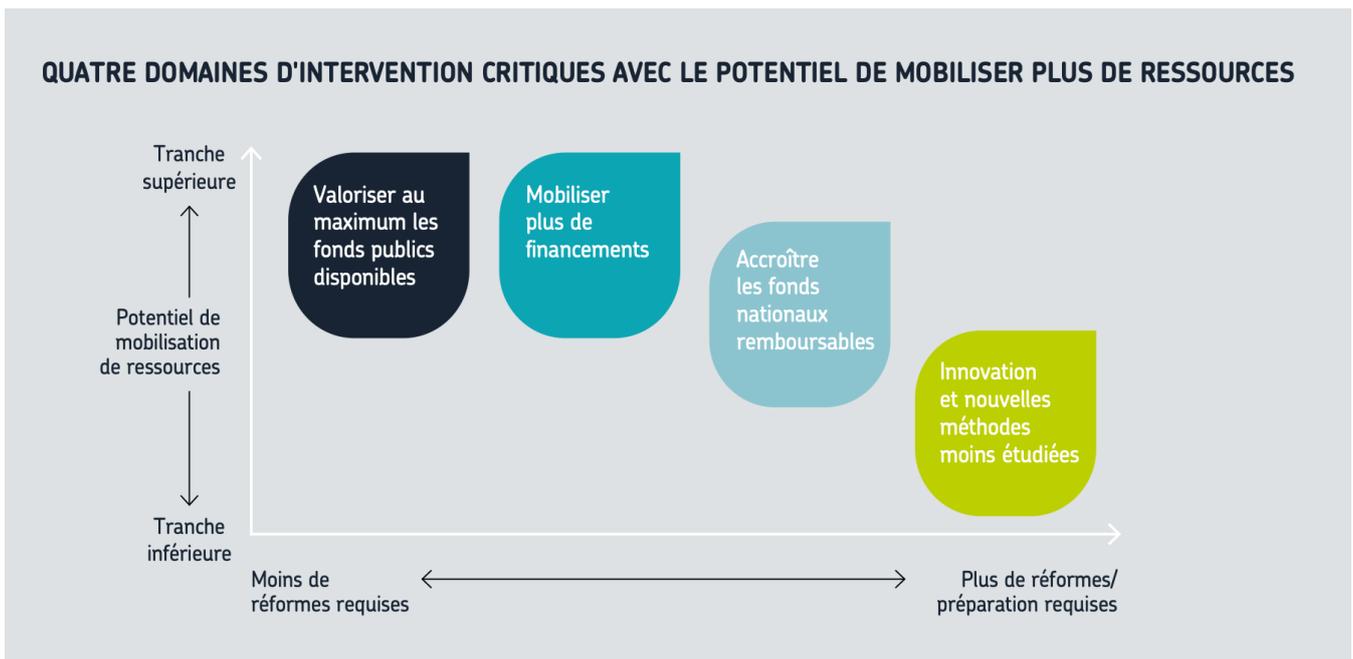
(Chili, Colombie) et en promouvant une amélioration de la planification et de la gestion du secteur (Cambodge, Mozambique) ;

- **Mobiliser davantage de financements** en augmentant les ressources gouvernementales (Mali), en mettant en place des politiques de récupération des coûts adéquates grâce à des réformes des systèmes tarifaires (Burkina Faso), en instaurant des impôts préaffectés (Corée du Sud, Inde et Costa Rica) et en proposant plusieurs options pour les subventions croisées (Argentine) ;

- **Augmenter les financements domestiques remboursables** through mechanisms that reduce perceived risks and pool finance at national, municipal and household levels (the Philippines), improve sector performance through assessment of providers' creditworthiness (Indonesia, Kenya), work with private sponsors (India, Rwanda), support microfinance and strengthen markets using municipal development funds (Czech Republic) and revolving funds (Bulgaria).

- **Encourager l'innovation et les nouvelles approches les moins exploitées** comme les fonds climatiques (Kiribati) et les obligations à impact social (Cambodge), pour exploiter des sources de financement vers lesquelles le secteur de l'eau et de l'assainissement se tourne rarement. .

Le graphique montre le potentiel relatif de chacun de ces types d'intervention en matière de collecte de ressources pour le secteur et l'expose en fonction des réformes du secteur et du renforcement des systèmes nécessaires pour le réaliser.



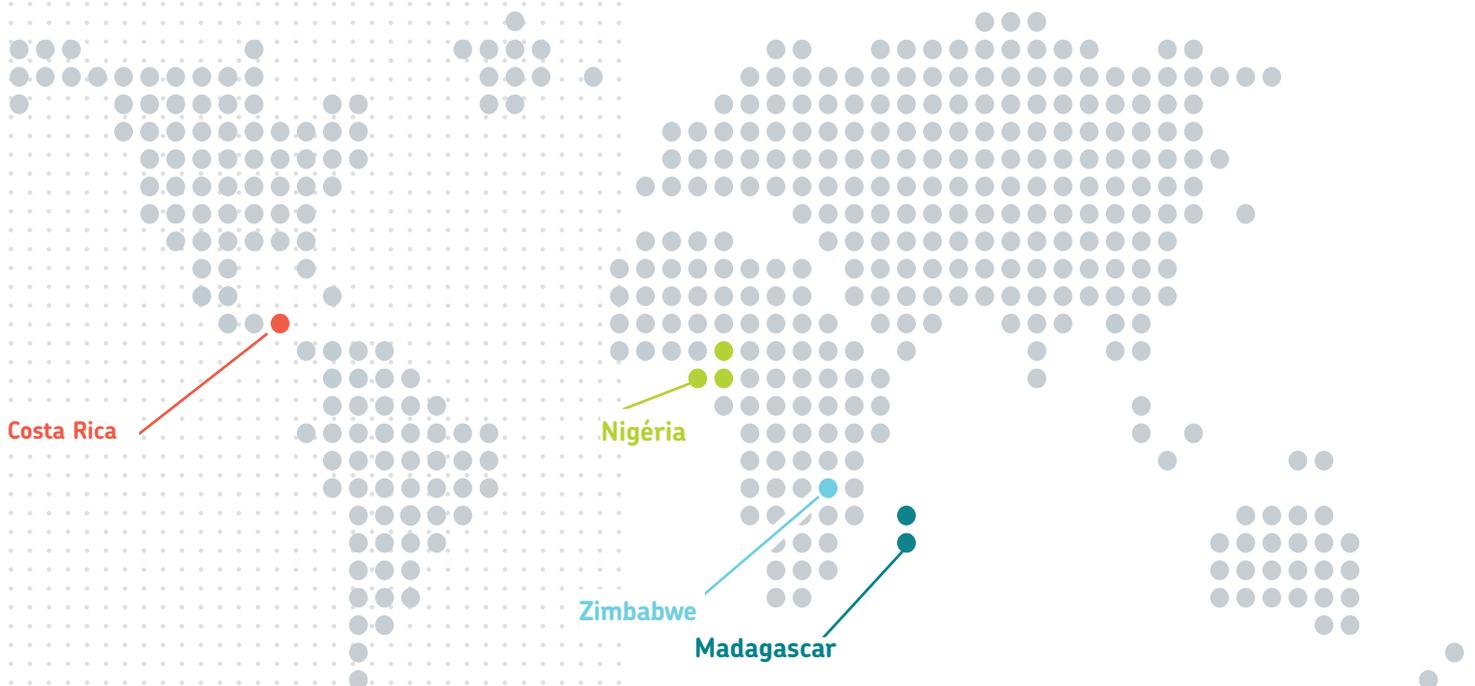


La présente Note trimestrielle accompagne naturellement le [Manuel](#) – elle présente des témoignages issus de pays qui ont travaillé pour élever le niveau de priorité politique accordé à l'eau, l'assainissement et l'hygiène tout en renforçant le système sous-jacent. C'est en associant ces deux éléments que les pays ont pu nettement progresser dans le financement du secteur, ce qui correspond à l'accent continu des efforts de SWA dans ce domaine. Cet accent se manifeste notamment dans l'organisation de dialogues entre les ministres du secteur et des finances pour identifier les principaux goulets d'étranglement (dont la résolution permettrait d'obtenir le plus de bénéfices pour un niveau d'effort donné) et pour définir des actions spécifiques en vue de les surmonter<sup>ix</sup>.

Les difficultés du secteur à accéder aux financements

climatiques illustrent clairement la nécessité absolue pour le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène d'améliorer ses performances et son attractivité. Alors que les financements climatiques internationaux ont nettement augmenté, le secteur de l'eau n'a pu profiter que d'une petite partie de ces fonds jusqu'à présent, en dépit du fait que l'eau est associée à 90 % des problèmes liés aux changements climatiques. L'intégration mutuelle de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, d'une part, et du climat, d'autre part, est ici un facteur essentiel. On a par ailleurs observé que l'image d'un secteur manquant d'organisation, d'attractivité et d'efficacité financière vient compliquer cette intégration. Actuellement, SWA [cherche principalement](#) à améliorer l'intégration mutuelle des deux secteurs et à l'utiliser pour attirer davantage de ressources liées aux questions climatiques vers l'eau et l'assainissement.

## Témoignages – Une gouvernance de qualité et une modification des systèmes pour améliorer le financement du secteur





## Costa Rica<sup>x</sup>

---

Le Costa Rica **s'est entendu sur une Feuille de route pour l'eau et l'assainissement** dans le pays, grâce notamment à la participation du Ministère de la santé, du Ministère de l'environnement, du Ministère de la planification et du Ministère des finances. Le **Plan d'investissement associé** pour la période 2017-2045 a été approuvé en 2017. Grâce à des plaidoyers publics, **le Président de la République a validé les deux instruments**. Par la suite, en 2018, le Ministère des finances a approuvé un accord de prêt avec KfW pour un montant de 92,8 millions de dollars des États-Unis afin de construire quatre ouvrages d'assainissement dans quatre villes prioritaires. L'Assemblée législative a ratifié ce crédit en 2019. Cette même année, le Ministère des finances a approuvé un prêt de 70 millions de dollars É.-U. auprès de la Banque d'Amérique centrale pour l'intégration économique (CABEI) destiné à financer trois projets d'assainissement dans trois autres villes. Par ailleurs, le Costa Rica s'est porté volontaire pour accueillir la LatinoSan et la **Réunion des ministres du secteur de SWA (RMS)** dans un effort visant à **renforcer l'intérêt politique et les retombées aux niveaux national et régional**. Ces activités, auxquelles le Président de la République a participé, ont permis d'attirer les médias, ce qui a souligné l'importance de la gestion des eaux usées et la nécessité d'augmenter les investissements dans les infrastructures. Grâce à ce soutien de haut niveau, les représentants élus ont été plus disposés à ratifier les deux crédits. L'Institut costaricien des aqueducs et de l'assainissement (AyA) est chargé de la réalisation des travaux liés à ces initiatives. Grâce à tous ces efforts, la couverture de l'assainissement (lorsque les eaux usées sont collectées et traitées avant leur évacuation) a augmenté de 9,8 % par rapport à 2013. L'augmentation du niveau de priorité et l'accélération des progrès dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène sont particulièrement louables étant donné qu'elles ont eu lieu dans une période d'austérité et ont continué malgré la pandémie de COVID-19. La **solvabilité et la crédibilité perçues du secteur** ont été un autre facteur important qui a encouragé l'augmentation des financements. Le pays a **conçu et mis en œuvre une méthodologie efficace pour le calcul des tarifs** qui tient compte des coûts d'exploitation et de maintenance des systèmes ainsi que de l'amortissement

et des recettes liées au développement pour couvrir la dette destinée à de nouveaux investissements. Il a également créé un tarif séparé, appelé tarif environnemental de l'eau. Les fonds obtenus grâce à ce tarif devraient servir à financer des infrastructures écologiques, comme l'achat de terrains pour la conservation des sources destinées à la consommation humaine, la réalisation d'études hydrogéologiques et hydrologiques, la surveillance des eaux de surface et des eaux souterraines et des activités d'éducation sur l'environnement. L'AyA propose des augmentations tarifaires en fonction des coûts liés à l'augmentation de la couverture, ce qui contribue à la solidité financière et permet aux utilisateurs de bénéficier de tarifs à prix coûtant. Pour les familles des catégories socioéconomiques les plus pauvres, une proposition de subvention croisée ciblée a été approuvée et est sur le point d'être mise en œuvre.

---

## Madagascar<sup>xi</sup>

L'opération **Avotr'Aina**, lancée en juin 2020, avait pour objectif de fournir des services essentiels d'approvisionnement en eau et d'assainissement aux populations urbaines les plus vulnérables de Madagascar. Elle était conçue comme une riposte d'urgence à la crise de la COVID-19. La phase préparatoire avait été divisée entre une réflexion menée par le Gouvernement et des partenaires techniques, y compris des simulations épidémiologiques de la propagation de la maladie et l'identification des populations les plus vulnérables, la confirmation de l'importance critique de l'eau dans la riposte contre la COVID-19 et des analyses de la consommation d'eau des populations ciblées afin de sélectionner les solutions les plus adaptées et de définir des taux de subvention appropriés. **Cette planification fondée sur des données probantes a permis de veiller à ce que les fonds destinés à l'exploitation génèrent le plus de retombées possibles sur la santé.** Dans les plus grands centres urbains du pays, 600 000 personnes parmi les plus vulnérables ont pu initialement bénéficier de ces subventions liées à l'eau qui associaient des installations d'hygiène dans les centres de santé et les transports publics de ces centres urbains à des campagnes de sensibilisation sur les meilleures pratiques. Les principaux acteurs de cette opération sont le Gouvernement, les municipalités, l'UNICEF et des partenaires de coopération bilatérale. Les maires des villes ont été des intervenants clés dans l'opération. Les



réglementations municipales ont ainsi permis aux fournisseurs de services d'appliquer les subventions convenues. Cela montre que **la sélection des bons mécanismes de mise en œuvre peut garantir l'efficacité financière des programmes consacrés à l'eau, l'assainissement et l'hygiène**. Avotr'Aina a touché sa population cible, à savoir les 120 000 ménages les plus vulnérables dans des centres urbains. À présent, **les retombées de l'opération sont évaluées afin de renforcer la redevabilité au sujet des financements attribués** et de contribuer à la préparation d'une éventuelle deuxième phase de l'opération.

## Nigéria<sup>xii</sup>

En 2018, le Président du Nigéria a déclaré l'état d'urgence en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, ce qui a conduit au lancement de la campagne nationale « Clean Nigeria: Use the Toilet » (Nigéria propre : utilisez les toilettes) pour amorcer les progrès du pays vers la fin de la défécation à l'air libre (DAL) d'ici à 2025. Au cours de l'année 2020, le chef de l'État et le Ministre des finances ont volontiers soutenu le plan de riposte du secteur contre la COVID-19. Ainsi, plus de 90 % des financements réclamés pour les interventions liées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène ont été approuvés et versés. Par ailleurs, l'eau, l'assainissement et l'hygiène ont bénéficié d'un niveau de priorité plus élevé dans le budget pour l'année 2021 et de nouvelles avancées sont probables pour 2022. Le Manuel à destination des ministres des finances de SWA a joué un rôle essentiel pour faciliter des relations étroites entre le Ministère fédéral des ressources en eau et le Ministère fédéral des finances. Cette publication a aidé les deux administrations à étudier l'approbation de fonds supplémentaires dédiés au secteur de l'EAH en vue de réaliser l'ODD 6. Le Ministre responsable du secteur a par ailleurs confirmé les effets de ce manuel à l'occasion d'un discours prononcé lors d'un webinar de SWA. Il a été particulièrement impressionné par le fait que ces fonds d'intervention d'urgence aient été accordés dans le sillage de la COVID-19. Le Nigéria s'est appuyé sur des initiatives de SWA **pour plaider plus largement et efficacement afin d'aider à élever le niveau de priorité financière accordé à l'eau et l'assainissement**. Le pays a notamment profité d'une réunion organisée en 2019 entre le chef de l'État nigérian et le Président de haut niveau de SWA ; du soutien à l'Appel à l'action des dirigeants

mondiaux de SWA au sujet de la COVID-19 en mai 2020 ; du lancement du Manuel à destination des ministres des finances en septembre 2020 ; de la Réunion des ministres des finances en décembre 2020 ; et d'un événement organisé par SWA en 2021 lors du Forum politique de haut niveau de l'ONU. Cette coopération politique de haut niveau a permis d'obtenir des résultats directs pour le financement en faveur du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

Parallèlement, **la structure des contributions du secteur privé à l'eau, l'assainissement et l'hygiène au Nigéria s'est nettement améliorée**. Les partenaires de SWA du secteur privé au Nigéria ont lancé l'« OPSWASH », **une entité nationale qui coordonne le secteur privé et cultive l'innovation multipartite**. Son travail se concentre particulièrement sur les différentes façons pour le secteur privé de soutenir l'objectif gouvernemental visant à mettre fin à la défécation à l'air libre d'ici à 2025. En novembre 2020, l'OPSWASH a lancé la campagne « FLUSH!T » dont l'objectif était de fournir chaque année 2 millions de toilettes jusqu'en 2025. Ce projet bénéficiait de financements innovants, notamment d'un régime de crédit d'impôt pour les entreprises et les organisations qui investissent dans le secteur, d'« obligations bleues » émises par le Gouvernement pour mobiliser des capitaux privés en faveur du secteur et d'un partenariat. Le Nigéria a donc adopté une approche à plusieurs volets pour améliorer le financement du secteur tout en renforçant simultanément les comportements collaboratifs.

## Zimbabwe<sup>xiii</sup>

La Réunion des ministres des finances 2020 reste dans les mémoires pour avoir réussi à rassembler des ministres des finances et du secteur. Ces échanges ont culminé avec la célébration commune de la « Semaine du financement de l'EAH » et de la Journée mondiale du lavage des mains, ce qui a permis au Ministre des finances de présenter aux ministres du secteur le Manuel à destination des ministres des finances. Le Ministre a souligné l'importance d'un financement innovant pour le secteur qui met notamment la priorité sur l'eau, l'assainissement



et l'hygiène pour les fonds issus du budget national, en particulier aujourd'hui, alors que le monde lutte contre la COVID-19. Le Ministre des finances a affirmé que « l'EAH est le pilier sur lequel reposent la prévention des infections et le contrôle du plan de riposte contre la COVID-19 dans le monde entier. Les gouvernements doivent donc veiller à ce qu'il bénéficie d'une priorité élevée dans les budgets nationaux. » Joignant le geste à la parole, le Ministre des finances a **augmenté le budget du secteur de 66 %, ce qui a montré la voie et le rythme à suivre pour les interventions du secteur privé, des entreprises de services publics et des partenaires de développement.** L'augmentation du budget de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène est la conséquence directe du succès de la RMF de SWA [en 2020](#). Elle a en effet aidé les décideurs de haut niveau à comprendre comment les investissements gouvernementaux en faveur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène pouvaient contribuer au programme du Gouvernement pour atteindre le statut d'économie à revenu intermédiaire supérieur d'ici à 2030.

L'expérience du Zimbabwe montre qu'un **leadership politique fort est un prérequis à un environnement favorable solide. Cet environnement favorable doit quant à lui pouvoir s'appuyer sur des investissements sûrs pendant des périodes de temps prolongées et insensibles aux changements de dirigeants politiques, tout en offrant la constance nécessaire pour une participation communautaire stable, voire croissante, qui n'est pas perturbée par des messages politiques peu clairs.** Le ministre de tutelle a utilisé le leadership politique pour pousser le Président à soutenir l'opérationnalisation d'un point clé de la Politique nationale de l'eau définie en 2013 qui réclame la création urgente d'une Autorité de régulation de l'eau et des eaux usées afin de renforcer la redevabilité dans le secteur. Le Président a donc recommandé qu'une telle autorité soit créée au sein d'un Service de la coordination nationale de l'EAH renforcé. Le déploiement de l'Autorité nationale de l'eau du Zimbabwe (ZINMA) a permis des progrès rapides, y compris l'examen et la mise à jour de la loi sur l'eau et de la loi sur la ZINWA.

La coopération politique au sein de SWA a aidé à convaincre le Ministère des finances de la nécessité de faciliter la définition et la mise en place d'un système de suivi financier du secteur. Ce système a pour but de permettre au secteur de mieux comprendre sa situation financière afin d'augmenter l'efficacité de la planification financière, de la programmation et de l'utilisation des fonds pour améliorer la fourniture de services et notamment renforcer les systèmes nationaux et infranationaux de collecte, d'analyse et de communication des informations financières. Depuis, l'équipe responsable de la GLAAS au sein de l'Organisation mondiale de la Santé a été appelée afin qu'elle apporte son assistance financière et technique pour mettre en place ce système dont les rouages sont gérés au travers d'un Groupe de travail national sur les systèmes et la finance.

---

ix C'est le [Groupe de travail sur les systèmes et la finance](#) qui en est responsable.

x Source – témoignage du Directeur exécutif, Instituto Costarricense de Acueductos y Alcantarillados (AyA)

xi Source – témoignage du Chef de l'EAH, Bureau de pays de l'UNICEF à Madagascar

xii Source – [événement](#) de SWA au FPHN 2021\_

xiii Source – [histoire](#) de pays